

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 29/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DROME ARDÈCHE ENROBES**

26 Rue Louis Armand ZI la Motte  
26800 Portes-lès-Valence

Références : 20240226-RAP-DAEN0199  
Code AIOT : 0006114331

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement DROME ARDECHE ENROBES implanté 26 Rue Louis Armand ZI la Motte 26800 Portes-lès-Valence. L'inspection a été annoncée le 30/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DROME ARDECHE ENROBES
- 26 Rue Louis Armand ZI la Motte 26800 Portes-lès-Valence
- Code AIOT : 0006114331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La centrale d'enrobage fonctionnant au gaz naturel a produit de 138 200 t en 2022 et la centrale d'émulsion a une capacité de 5 000 t/an.

L'ensemble des installations a été contrôlé.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risques accidentels

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
A2_2017 – Transit des matériaux par voie fluviale	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/09/2024
A6_2017 – Forage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2024
O2_2017 – Tubage du forage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30/09/2024
A10_2017 – Clôture	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.1.3.	Demande d'action corrective	30/09/2024
NC1_2024 – consignes écrites pour la température de stockage des bitumes	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.5.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2024
O6_2017 – Soupapes de sécurité sur les tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30/09/2024
A17_2017 – étiquetage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018	Demande d'action corrective	31/03/2024
NC2_2024 – FDS des mélanges faits sur site	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 6.1.1	Demande d'action corrective	30/09/2024
O3_2017 – plan des réseaux incomplet	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2024
NC3_2024 – Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2024
NC4_2024 – Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.3.	Demande d'action corrective	Relevé hebdomadaire
NC5_2024 - Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/05/2024
NC6_2024 - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	31/05/2024
NC7_2024 - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2024
NC8_2024 - Rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/05/2024

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.1
A1_2017 – augmentation capacité cuve d'acide chlorhydrique	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.6.1
A3_2017 – Mesures olfactives	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.1.3
A4_2017 – Mesures des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.1.
A5_2017 – caractéristiques de la cheminée	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.2
A7_2017 – Pompe du forage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2
A8_2017 – dimensionnement débourbeur-séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.3.4.
A9_2017 – Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2.
A11_2017 – Exercice d'urgence commun	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.1.7.
A12_2017 – rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.2
A13_2017 – température de chauffe du bitume	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.1.
A14_2017 – événements des cuves de bitumes	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.1.
A15_2017 – température consignes des émulsions bitumineuses	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.2.
A16_2017 – événement laveur sur la cuve d'acide chlorhydrique	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.4
O7_2017 – n° ORFILA FDS	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 6.1.1
O1_2017 – détection niveau haut filler	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.1.5.1.
O4_2017 – Renseignement BSD	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 05/01/06
O5_2017 – Bassin d'infiltration	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.3.5
Combustible gaz naturel	AP Complémentaire du 26/10/2021, article 3
Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.1
Forage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le site est globalement bien tenu et des efforts pour la mise en conformité de la plupart des écarts issus de la visite précédente ont été faits. Le sujet du transport des matériaux par voie fluviale, tel que s'était engagé l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, n'est cependant pas clos et l'exploitant a des projets sur ce point.

Les rejets atmosphériques sont correctement surveillés. Le débit rejeté n'est pas conforme à l'étude des risques sanitaires mais la vitesse d'éjection est conforme. Un effort sur la tenue des rétentions devra être porté. Les fiches de données de sécurité des produits doivent être créées.

### **2-4) Fiches de constats**

## Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> 2521 / 4801 / 4130-2 / 4510-2 / 4511 / 2260 / 1532 / 2915
<b>Constats :</b>  2521 : la capacité de la centrale d'enrobage à chaud n'a pas évolué (production en 2023 : 136 700 t) 4801 : l'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification 4130-2 : la cuve d'acide chlorhydrique a un volume de 7 m <sup>3</sup> . Pas de modification. L'inspection n'a pas constaté la présence de cuves supplémentaires. 4510-2 : la quantité d'émulsifiant, dope et additif n'a pas été modifiée. L'inspection n'a pas constaté la présence de cuves supplémentaires. 4511 : l'exploitant indique ne pas avoir de produits relevant de la rubrique 4511. 2260 : suites aux difficultés de mise en œuvre du combustible bois dans la centrale d'enrobage, le broyeur a été enlevé. 1532 : il n'y a pas de stockage de bois sur site. 2915 : l'exploitant ne met pas en œuvre de fluide caloporteur au-dessus de sa température d'ébullition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## A1\_2017 – Augmentation capacité cuve d'acide chlorhydrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : le volume de la cuve d'acide chlorhydrique est de 7 m <sup>3</sup> , soit 8,3 t. L'exploitant n'a pas déclaré l'augmentation de capacité.  Demande : l'exploitant doit réaliser un porter à connaissance concernant la cuve d'acide chlorhydrique d'ici le 31/07/2017.
<b>Constats :</b>  La situation administrative a été régularisée et a fait l'objet d'une actualisation par arrêté préfectoral du 12/09/2017. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## A2\_2017 – Transit des matériaux par voie fluviale

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact espèces protégées
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>« Au moins la moitié des granulats employés sur le site transite par le port fluvial de PORTES-LES-VALENCE. Les éléments permettant de justifier de l'accomplissement de cet alinéa sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; »</p> <p>Écart du 28/03/2017 : les granulats employés sont amenés exclusivement par la route par camion pour le moment car une zone très favorable à l'Azuré du serpolet est présente sur la piste de brouettage prévue entre le port et le site. Un travail est en cours avec comme objectif la mise en place d'un plan d'actions tri-partite CNR/LPO/GIE 26 afin de déplacer ou compenser la zone favorable placée sur la piste de brouettage et de libérer ainsi les terrains.</p> <p>Demande : l'exploitant doit justifier qu'au moins la moitié des granulats employés sur le site transite par le port fluvial de PORTES-LES-VALENCE d'ici le 31/12/2018.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le projet de transit de granulat via le port fluvial de PORTES-LES-VALENCE ne se fera pas. Des espèces protégées (oiseaux) ont été recensées sur le trajet passant par le chemin de halage entre le site et le port dans des arbres qu'il aurait fallu abattre pour le passage des dumpers. Le projet est donc abandonné.</p> <p>L'exploitant mène une étude faune-flore 4 saisons sur le bord du Rhône pour la création d'un quai dédié au GIE 26. Ce quai permettrait d'utiliser la voie fluviale pour le transit de matériaux. Une étude de faisabilité du quai est en cours. Le délai de mise en service du quai est à ce stade inconnu car il dépend de nombreux facteurs. L'exploitant indique être en contact avec le service des espèces protégées de la DREAL pour ce projet. A noter que des pénalités financières sont appliquées à la société par la CNR pour la non-utilisation de la voie fluviale.</p> <p>L'exploitant fera un point sur l'avancement du projet de quai d'ici le 30/09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

#### A3\_2017 – Mesures olfactives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.1.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas réalisé la campagne de mesures olfactives mais la commande a été passée.</p> <p>Demande : l'exploitant transmettra les résultats de la campagne de mesures olfactives d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 07/11/2017, l'exploitant a transmis le rapport de la campagne de mesures olfactives réalisée par le BURGEAP le 29/09/2017.</p> <p>Conclusion du rapport : « La cartographie des odeurs a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sur le site : Au regard de la caractérisation du jury, l'ouvrage le plus contributeur aux odeurs du site correspond aux cuves de stockage de bitume, qui est la seule zone pour laquelle des odeurs</li> </ul>

<p>d'intensités fortes ont été perçues.</p> <p>- Dans son environnement : Lors de notre passage, les odeurs de la centrale d'enrobés se caractérisent comme étant fortes jusqu'à une distance d'environ 125 m et d'intensité faibles jusqu'à 600 m. Globalement elles sont perçues comme étant peu désagréable jusqu'à 600 m. »</p> <p>Aucun VLE n'est prescrite. Aussi, en l'absence de plainte, l'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A4\_2017 – Mesures des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Écart du 28/03/2017 : les mesures des rejets atmosphériques n'ont pas été réalisés.</p> <p>Demande : l'exploitant doit réaliser les mesures des rejets atmosphériques de la centrale et les transmettre à l'inspection d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses des rejets atmosphériques ont été transmises entre 2017 et 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A5\_2017 – Caractéristiques de la cheminée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas justifié de la hauteur et du diamètre de la cheminée de la centrale d'enrobage.</p> <p>Demande : l'exploitant doit justifier de la hauteur et du diamètre de la cheminée de la centrale d'enrobage d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a justifié de la hauteur de la cheminée 26,1 m d'un diamètre intérieur de 1,108 m. L'arrêté du 26/06/2018 a pris acte de ces dimensions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A6\_2017 – Forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>

« Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur toute la hauteur du forage, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.

Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.

La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.

La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.

Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique.

Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux. »

Écart du 28/03/2017 : une cimentation annulaire est mise en place sur une hauteur de 2 m. La hauteur du forage est de 12 m. L'exploitant doit justifier que la cimentation a été bien réalisée jusqu'au niveau du terrain naturel sur toute la hauteur du forage.

La tête de forage est en dessous du niveau du terrain (environ à 1 m en dessous), la plaque de fonte n'est pas scellée ni fermée à clé, il n'y a pas de dalle de propreté autour de la tête de forage.

Demande : l'exploitant doit mettre en conformité son forage d'ici le 30/11/2017.

#### **Constats :**

Par courrier du 05/12/2017, l'exploitant a transmis une photo de la dalle de protection du forage. Le dossier du forage indique une cimentation annulaire sur 3 m de profondeur (ciment-bentonite entre 1 - 3 m, ciment entre 0-1 m). L'exploitant a répondu à la demande sur ce point.



La tête du forage débouche dans une chambre de comptage située à environ 1 m sous le niveau du sol. Une dalle de propreté d'au moins 3 m<sup>2</sup> dirigeant les eaux pluviales vers l'extérieur est présente. La tête de forage ne s'élève pas à 50 cm au-dessus du niveau du sol. Elle est à environ 10 cm du fond de la chambre de comptage. Elle est fermée par une plaque boulonnée. Le tampon fermant la chambre de comptage n'est pas fermé à clé et ne dispose pas d'un dispositif de sécurité. L'exploitant indique ne pas être en zone inondable.

L'article 8 de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA prévoit :

« La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. En zone inondable, cette tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. »

L'exploitant n'a pas justifié que la tête de forage est protégée par un dispositif étanche. De plus, la tête de forage ne dépasse pas de 0,2 m le fond du local de comptage et n'est pas au-dessus du niveau du sol. L'exploitant doit mettre en conformité son forage ou solliciter des aménagements aux prescriptions moyennant des mesures compensatoires d'ici le 30/09/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

#### A7\_2017 – Pompe du forage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas justifié que la pompe du forage n'est pas fixée sur le tubage et qu'elle est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.

Demande : l'exploitant doit justifier que la pompe du forage n'est pas fixée sur le tubage et qu'elle est munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage d'ici le 30/11/2017.

**Constats :**

Par courrier du 05/12/2017, l'exploitant a transmis les éléments justifiant que la pompe n'est pas fixée sur le tubage et qu'un clapet de pied anti-retour est présent.

L'exploitant a répondu à la demande.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

O2\_2017 – Tubage du forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.1.2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : le tubage en PVC a un diamètre de 180 mm et une épaisseur de 0 mm selon les plans.  Demande : Il convient que le dossier forage soit actualisé et que l'épaisseur du tubage PVC et de la cimentation annulaire soit précisée.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 05/12/2017, l'exploitant a transmis le dossier du forage qui indique que le tubage PVC a une épaisseur de 8,5 mm et la cimentation annulaire de 10 mm. L'épaisseur de la cimentation annulaire doit être d'au moins 5 cm, ce qui n'est pas le cas selon les plans. Ce point doit être corrigé d'ici le 30/09/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

A8\_2017 – Dimensionnement débourbeur-séparateur d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas justifié du bon dimensionnement du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures (surface à traiter de 8 380 m²).  Demande : l'exploitant doit justifier du bon dimensionnement du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures d'ici le 31/07/2017.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a justifié du dimensionnement du débourbeur-séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

A9\_2017 – Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : le rapport de vérification des installations électriques mentionne que les essais des dispositifs différentiels, les mesures d'isolement et les essais de coupure d'urgence n'ont

pas été réalisés. L'exploitant précise que cela est prévu lors d'un arrêt technique.
Demande : l'exploitant fera parvenir le rapport de contrôle des installations électriques sur la partie « essais des dispositifs différentiels, mesures d'isolement et essais de coupure d'urgence une fois que le contrôle aura été réalisé d'ici le 30/11/2017
<b>Constats :</b>  Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle du transformateur HT par la société ALPES CONTROLES du 28/04/2017. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A10\_2017 – Clôture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée (clôture sur toute la périphérie du site). Une surveillance est assurée en permanence. »  Écart du 28/03/2017 : le site n'est pas clôturé par rapport à son voisin VALORSOL mais une clôture de l'ensemble du GIE 26 est présente.  Demande : l'exploitant doit clôturer l'intégralité de son site dès que les travaux de Valorsol sont terminés.
<b>Constats :</b>  Malgré la demande de mise en place d'une clôture suite à la visite de 2017 , le site n'est toujours pas clôturé par rapport à son voisin VALORSOL ni DROME BETON mais une clôture de l'ensemble du GIE 26 est présente. L'exploitant doit mettre en place une clôture sur toute la périphérie du site d'ici le 30/09/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### A11\_2017 – Exercice d'urgence commun

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.1.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'urgence
<b>Prescription contrôlée :</b> « Un plan d'urgence est établi et prend en compte les différentes entités mitoyennes du site.  Un dispositif d'alerte / de communication permet de déclencher rapidement l'alerte chez les entreprises mitoyennes en cas d'activation du plan d'urgence. Un exercice commun avec les entreprises mitoyennes au Nord et au Sud du site est organisé a minima tous les 2 ans. Le compte-rendu de ces exercices est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice d'urgence commun avec les autres entreprises.
Demande : l'exploitant doit réaliser un exercice d'urgence commun avec les entreprises voisines et transmettre le compte-rendu d'ici le 30/11/2017.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le compte-rendu de l'exercice d'urgence commun avec Valorsol, Drôme Béton et le SDIS du 24/11/2023. L'exploitant a répondu à la demande. Il veillera à respecter la fréquence prévue par son arrêté, soit tous les deux ans. La présence du SDIS n'est pas obligatoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A12\_2017 – Rétention des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. Ces systèmes de relevage sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est de 221 m <sup>3</sup> . »  Écart du 28/03/2017 : le plan de rétention des eaux d'incendie mentionne que le volume pouvant être retenu sur site est de 796 m <sup>3</sup> . Cependant, il n'est pas tenu compte des pentes du site. Le calcul est à revoir.  Demande : l'exploitant doit justifier du volume de rétention des eaux d'incendie en tenant compte des pentes du site d'ici le 30/11/2017.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le plan des rétentions des eaux d'incendie. Le volume pouvant être retenu est de 203 m <sup>3</sup> + 30 m <sup>3</sup> dans les réseaux. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A13\_2017 – Température de chauffe du bitume

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toxique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Écart du 28/03/2017 : les différents bitumes sont stockés à des températures différentes : la plupart sont en dessous de 165 °C mais le bitume 20/30 est stocké à une température consigne de 176 °C. L'étude de dangers indique qu'en cas de surchauffe, un dégagement d'H<sub>2</sub>S est possible.</p> <p>Demande : l'exploitant doit stocker ses bitumes à une température consigne de 165 °C ou demander une modification de son arrêté d'ici le 30/11/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 05/12/2017, l'exploitant indique s'être renseigné auprès de son fournisseur qui lui indique que la température ne doit pas dépasser 165 °C, y compris pour le bitume 20/30. L'exploitant indique avoir transmis la consigne au chef de poste.</p> <p>Lors de la visite de 2024, la température de consigne fixée au synoptique pour le mélange de bitume 20/30 était de 180 °C. Ce type de mélange n'était pas présent lors de la visite. L'exploitant a modifié en cours de visite la température consigne pour la ramener à 165 °C.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande. Cependant, il doit être vigilant à maintenir les températures consignées, pour les bitumes, inférieures ou égale à 165 °C dans le temps.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### NC1\_2024 – Consignes écrites pour la température de stockage des bitumes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toxique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté, [...]</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles, [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les consignes de stockage des bitumes ne sont pas fixées par écrit et ne sont pas connues du personnel.</p> <p>L'exploitant doit établir et afficher dans les lieux fréquentés par le personnel les conditions de conservation et de stockage des produits, y compris les bitumes d'ici le 31/03/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

#### A14\_2017 – Events des cuves de bitumes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : l'exploitant ne dispose pas de justificatif de dimensionnement des événements des cuves de bitumes.</p> <p>Demande : l'exploitant doit justifier du dimensionnement des événements des cuves de stockages de bitume d'ici le 30/11/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis les plans des événements et certificats d'essai. L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### A15\_2017 – Température consignes des émulsions bitumineuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : il n'y a pas de consigne définissant la température maximale consigne pour le stockage des émulsions bitumineuses.</p> <p>Demande : l'exploitant doit établir des consignes écrites définissant la température maximale consigne pour le stockage des émulsions bitumineuses d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis les consignes de température pour le stockage des bitumes et émulsions bitumineuses. L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### O6\_2017 – Soupapes de sécurité sur les tuyauteries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Explosion
<p><b>Prescription contrôlée :</b> «Des soupapes de sécurité correctement dimensionnées sont mises en place sur les pompes et tuyauteries de bitume et d'émulsions bitumineuses. »</p> <p>Écart du 28/03/2017 : des soupapes de sécurité sont présentes sur les pompes de bitume et d'émulsions bitumineuses. En revanche, seule la tuyauterie de dépotage d'émulsion comporte une soupape. Les autres tuyauteries n'en comportent pas.</p>

<p>Demande : Il convient que l'exploitant mette en place des soupapes sur les tuyauteries de bitume ou d'émulsion bitumineuse ou demande la modification de son arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 24/11/2017, l'exploitant a demandé une modification de son arrêté. Cette demande n'étant pas suffisamment argumentée, un courrier du 15/01/2018 indique qu'il est nécessaire de compléter l'argumentaire considérant que cette prescription est issue de l'étude de dangers du site.</p> <p>Le rapport d'inspection de 2017 indique « L'inspection a recherché l'origine de la prescription des soupapes sur les tuyauteries de bitume et d'émulsion bitumineuse (article 9.3.3. de l'arrêté préfectoral n° 2015210-0057 du 29 juillet 2015). Cela n'est mentionné ni dans l'étude de dangers, ni dans les prescriptions ministérielles pour les sites à déclaration 2521 ou 4801, ni dans les prescriptions du site ENROBES 26. Aussi, l'exploitant peut demander une modification de cette prescription. »</p> <p>Il convient que l'exploitant sollicite la modification de la prescription en argumentant sa demande d'ici le 30/09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

#### A16\_2017 – Event laveur sur la cuve d'acide chlorhydrique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 9.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Toxique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'acide chlorhydrique est stocké dans une cuve en matériaux compatibles avec le produit contenu. Cette cuve est munie d'un événement-laveur correctement dimensionné. Les justificatifs des caractéristiques de matériaux constituant la cuve et de dimensionnement de l'événement-laveur sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...] »</p> <p>Écart du 28/03/2017 : l'acide chlorhydrique est stocké dans une cuve double paroi en polyéthylène. Un événement spécifique est mis en place. Cependant, le constructeur indique que ce n'est pas un événement laveur. L'entretien de cet événement n'est pas mis en place.</p> <p>Demande : l'exploitant doit s'assurer de la mise en place d'un événement laveur sur la cuve d'acide chlorhydrique correctement dimensionné et de l'entretien de cet événement d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis un devis non validé de la société LTA indiquant les caractéristiques d'un événement laveur pour un stockage d'un volume inférieur à 20 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par courrier du 05/12/2017, l'accusé réception de la commande par la société LTA est transmis.</p> <p>L'inspection a constaté la mise en place d'un nouvel événement laveur sur la cuve d'acide chlorhydrique. L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## A17\_2017 – Etiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : les pictogrammes, les mentions de dangers et les conseils de prudence ne sont pas en place au niveau de la cuve de fluxant, seul la nature du produit est affichée.</p> <p>Demande : un étiquetage des pictogrammes, des mentions de dangers et des conseils de prudence est à mettre en place au niveau de la cuve de stockage de fluxant d'ici le 31/07/2017.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis une photo de la cuve de fluxant avec les pictogrammes, conseils et mentions de dangers.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'il n'y avait pas les pictogrammes ni le nom du mélange de fluxant. L'affichage avait disparu.</p> <p>Un étiquetage du nom du mélange, des pictogrammes, des mentions de dangers et des conseils de prudence est à mettre en place au niveau de la cuve de stockage de fluxant d'ici le 31/03/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## O7\_2017 – N° ORFILA FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : il n'y a pas le n° ORFILA sur la FDS du VALOFLUX S.</p> <p>Demande : Le n° ORFILA doit être ajouté sur la FDS (fournisseur à contacter pour faire modifier la FDS)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis la FDS du VALOFLUX S actualisée le 20/06/2017. Le n° ORFILA a été ajouté.</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## NC2\_2024 – FDS des mélanges faits sur site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des</p>



installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas des fiches de données de sécurité des produits formulés ou fabriqués sur site.  L'exploitant doit disposer des fiches de données de sécurité des produits formulés ou fabriqués sur site d'ici le 30/09/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### O1\_2017 – Détection niveau haut filler

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.1.5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : l'exploitant n'a pas justifié de la présence d'une détection niveau haut sur le stockage de filler.  Demande : Il convient que l'exploitant justifie de la présence d'une détection niveau haut sur le stockage de filler.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a justifié de la présence d'une sonde de détection de niveau haut sur le stockage de filler.  L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### O3\_2017 – Plan des réseaux incomplet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : le plan des réseaux mentionne l'ensemble des éléments requis hormis le clapet antiretour et le réseau eaux potable situé sous le bâtiment de la centrale d'enrobage. Des tuyauteries déconnectées du réseau d'eau potable sont mentionnées au niveau de la zone d'émulsion sans que l'exploitant ne sache à quoi ils correspondent.  Demande : Il convient que l'exploitant complète son plan des réseaux en indiquant le clapet antiretour et le réseau eaux potable situé sous le bâtiment de la centrale d'enrobage. Et vérifie la cohérence des réseaux d'eau potable, notamment au niveau de la zone d'émulsion.
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant indique ne pas avoir de clapet anti-retour sur le réseau d'eau potable. Un bac de disconnexion (bac procédé alimenté en eau par le haut) est présent (pas de nécessité de le représenter sur le plan). Les réseaux d'eau potable/eau de forage au niveau de l'usine d'émulsion et d'aspersion d'eau dans les bennes camions ne sont pas corrects, car le plan ne fait pas état de la connexion à l'eau de forage de l'usine d'émulsion et de l'aspersion d'eau dans les bennes camions. Le plan des réseaux doit être corrigé et conforme à la réalité d'ici le 30/09/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

#### O4\_2017 – Renseignement BSD

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 05/01/06</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : le cadre 2. du BSD du 03/05/2017 des boues issues du séparateur d'hydrocarbures n'est pas correctement renseigné : la case « non - Entreposage provisoire » est cochée alors que le déchet n'est pas dirigé vers dans une installation d'élimination de déchet.</p> <p>Demande : Il convient de cocher la cas « oui - Entreposage provisoire » du BSD car la SARP n'est pas une installation d'élimination de déchet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis un courriel de la SARP à Malissard indiquant que le remplissage est fait automatiquement par un logiciel qui coche NON quand le code d'élimination est D13 (mélange des déchets hydrocarbonés avec d'autres, plus de possibilité d'identifier les déchets).</p> <p>L'exploitant a présenté un BSD sur Trackdéchets pour l'enlèvement d'eaux hydrocarbonées le 10/07/2023. Le BSD est cohérent (code R12).</p> <p>L'exploitant a répondu à la demande.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### O5\_2017 – Bassin d'infiltration

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 4.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Écart du 28/03/2017 : un bassin d'infiltration des eaux pluviales est présent. Sa profondeur est au moins de 1,5 m. L'exploitant n'a pas justifié du volume de ce bassin.</p> <p>Demande : Il convient que l'exploitant justifie du volume du bassin d'infiltration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/10/2017, l'exploitant a transmis la note de calcul justifiant d'un bassin</p>

d'infiltration de 550 m <sup>3</sup> . L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

Combustible gaz naturel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/10/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'utilisation du combustible biomasse pour la centrale d'enrobage est conditionnée à la réalisation de mesures des rejets atmosphériques conformément à l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26/06/2018 et aux respects des valeurs limites d'émissions et flux fixés à l'article 3.2.3 de ce même arrêté.</p> <p>Les résultats sont transmis dans les 3 semaines suivant les mesures à l'inspection des installations classées.</p> <p>Si les résultats indiquent des dépassements de VLE (valeurs limites d'émission) ou de flux, seul le fonctionnement au gaz naturel est autorisé, jusqu'à transmission d'analyses montrant la conformité des rejets atmosphériques.</p> <p>Pendant la période d'attente des résultats, seul le fonctionnement au gaz naturel est autorisé. L'utilisation du combustible biomasse est accepté pour la réalisation des mesures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas remis en service le combustible farine de bois. Les équipements de fabrication de la farine de bois ont été enlevés. L'exploitant indique étudier à nouveau le projet mais ne pas être prêt pour le moment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

NC3\_2024 – Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Centrale d'enrobage Débit : 43 000 m<sup>3</sup>/h (débit indiqué dans l'ERS d'avril 2018)</p> <p>voir article sur AP pour les autres VLE et flux maximum</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 31/01/2024, l'exploitant a transmis le rapport d'autosurveillance des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage du 16/12/2023 de l'APAVE.</p> <p>Le débit de sortie est insuffisant : 36 543 m<sup>3</sup>/h et 35 032 m<sup>3</sup>/h pour une VLE à 43 000 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Le débit pour les analyses du 20/12/2022 étaient de 28 849 m<sup>3</sup>/h.</p> <p>Le débit pour les analyses du 30/11/2021 étaient de 27 482 m<sup>3</sup>/h.</p>

Les concentrations et flux des autres paramètres sont tous conformes.

Concernant les débits en 2022 et 2021, l'exploitant indique que pour la réalisation des prélèvements lors des deux contrôles inopinés, il a été dans l'obligation de faire fonctionner à bas régime sa centrale d'enrobage afin d'obtenir des durées de prélèvement suffisantes par rapport à la production prévue du jour. Le régime de fonctionnement n'était donc pas représentatif du fonctionnement normal des installations, d'où un débit de sortie moindre, malgré la transmission des plannings de production pour les contrôles inopinés.

Par courriel du 14/02/2024, l'exploitant indique que le débit indiqué dans l'arrêté préfectoral de 43 000 m<sup>3</sup>/h est le débit nominal qui correspond au régime maximum d'aspiration du ventilateur.

L'inspection a vérifié l'étude des risques sanitaires de 2018. Celle-ci mentionne bien que la base du calcul a été faite avec un débit de 43 000 m<sup>3</sup>/h (cf page 62/63/67 du dossier). Il convient donc bien de respecter ce débit minimal d'éjection. En cas d'impossibilité technique, il convient de revoir l'étude des risques sanitaires avec des paramètres de fonctionnement réalistes. L'exploitant doit traiter ce point d'ici le 30/09/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

## Fréquence de surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures portent à minima sur les rejets suivants : Rejet n°1 - Cheminée de la centrale d'enrobage Paramètres Débit O <sub>2</sub> Poussières PM 10 CO Naphtalène Benzène Formaldéhyde COV totaux non méthanique HAP Ethanal Acroléine Phénol Benzo(a)pyrène Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F  Fréquence : annuelle  Ces mesures sont effectuées au moins quatre mois après le contrôle du brûleur mentionné à l'Article 9.1.1.2.  L'ensemble des paramètres ci-dessus sont mesurés dans les 6 mois suivant la mise en service des installations. Les résultats sont transmis à l'inspection dans le mois qui suit leur réception.  La fréquence annuelle de mesures est maintenue pendant au moins 3 ans après la mise en service du site. En cas d'absence de dépassement des valeurs limites d'émissions sur cette période et sur avis de l'inspection, la fréquence de mesures pourra être de 1 fois tous les 3 ans.  Rejet n°2 - Cheminée issue du cyclone-filtre du tamis Paramètres Débit O <sub>2</sub> Poussières PM 10  Fréquence : annuelle  L'ensemble des paramètres ci-dessus sont mesurés dans les 6 mois suivant la mise en service des installations. Les résultats sont transmis à l'inspection dans le mois qui suit leur réception.

La fréquence annuelle de mesures est maintenue pendant au moins 3 ans après la mise en service des installations de fabrication de farine de bois. En cas d'absence de dépassement des valeurs limites d'émissions sur cette période et sur avis de l'inspection, la fréquence de mesures pourra être de 1 fois tous les 3 ans.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements du 06/12/2023 ont été analysés sur l'ensemble des paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral. La fréquence annuelle d'autosurveillance est respectée.</p> <p>Le contrôle du brûleur a été réalisé le 07/06/2023, soit plus de 4 mois avant les mesures des rejets atmosphériques.</p> <p>La transmission des résultats à l'inspection a un peu tardé. L'exploitant doit veiller à transmettre dans le mois qui suit les prélèvements les résultats d'analyses à l'inspection.</p> <p>La fréquence annuelle de contrôle est toujours nécessaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### NC4\_2024 – Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 10.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'Article 4.1.1. , sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le compteur d'eau de forage est présent sur site. L'exploitant le relève mensuellement. Le relevé a été présenté.</p> <p>L'exploitant doit relever hebdomadairement le compteur d'eau du forage. L'exploitant est responsable du respect de ce point. Il n'est pas demandé de justificatif.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### Forage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un forage non destiné à un usage domestique dans la nappe d'accompagnement du Rhône est exploité sur le site. [...] le volume maximal prélevé est de 2 500 m<sup>3</sup>/an.</p>

La durée moyenne de fonctionnement de la centrale d'enrobage est de 2 860 heures par an. L'exploitant relève la durée de fonctionnement de la centrale d'enrobage et tient les justificatifs à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le volume prélevé en 2023 est de 1 186 m <sup>3</sup> . La durée de fonctionnement de la centrale d'enrobage en 2023 était de 1 505 h (compté par le logiciel de gestion).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### NC5\_2024 - Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.  Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées au moins annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail.[...]
<b>Constats :</b>  Le rapport Q18 du 28/06/2023 par ALPES CONTROLES a été présenté. Le contrôle est indiqué comme étant complet et les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.  Le rapport de vérification des installations électriques du 05/06/2023 de ALPES CONTROLES indique dans la partie « délimitation de la vérification » que les essais des dispositifs différentiels les mesures d'isolement et les essais de coupure d'urgence n'ont pu être effectués. Le rapport n'est pas clair sur les limites d'intervention. L'exploitant doit se faire préciser si les installations ont bien été intégralement contrôlées ou non. Si elles n'ont pas été contrôlées intégralement, un contrôle complémentaire doit être mené d'ici le 31/05/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

#### NC6\_2024 - Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'une tresse de mise à la terre des cuves de bitumes. Le rapport de ALPES CONTROLES sur la mise à la terre n'indique pas que le contrôle a été réalisé sur les cuves de bitumes.

L'exploitant doit justifier du contrôle de la mise à la terre des cuves de bitume d'ici le 31/05/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

## NC7\_2024 - Rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement sous le niveau du sol environnant est interdit.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.



**Constats :**

Un GRV de produit INDULIN R66 situé sous la bâtiment de la centrale d'enrobage, classé dangereux pour l'environnement, n'est pas placé sur rétention.

L'exploitant doit veiller à mettre sur rétention l'ensemble des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols d'ici le 31/05/2024.

L'état de la rétention des émulsions et fluxants ne peut pas être contrôlé du fait de la présence de matières organiques dans le fond.

Un nettoyage et un contrôle du bon état de la rétention des émulsions et fluxants doivent être réalisés d'ici le 30/09/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/06/2018, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au titre 5 du présent arrêté.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de fabrication d'émulseur dans l'usine d'émulsion est placée sur une zone permettant de récupérer les eaux de lavage ou matières répandues accidentellement.</p> <p>L'aire de dépotage d'acide chlorhydrique est connectée à une cuve enterrée. La connexion est empêchée par la présence d'un tampon. L'exploitant indique ne pas le retirer lors des opérations de dépotage (2 fois par an). La capacité de rétention est abîmée (béton rongé) et est remplie.</p> <p>L'exploitant doit mettre en communication efficace l'aire de dépotage de l'acide chlorhydrique pendant les phases de dépotage et la rétention déportée, étanchéifier la rétention et maintenir vide la capacité de rétention d'ici le 31/05/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant